



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le vingt sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, DONVAL Jean-Michel, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, ROUBY Solenn, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
CRENN Jean (pouvoir à MASCLEF Evelyne)
MAHÉ Marie-Line (pouvoir à CALVEZ Gilles)
PAGE Marie-Renée (pouvoir à BESCOND Yvon)
PITON Jean-Jacques (pouvoir à PHILIPPE Georges)
PONT Annie (pouvoir à GUILLOU Jacques)

Absents

JÉZÉQUEL Marc, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 27 septembre 2019
Délibération n°DCC2019_137

Objet	Participations Financières à l'assainissement collectif (PFAC) : Tarifs 2020
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Services techniques
Thème	Assainissement

Yvon BESCOND donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le service d'assainissement collectif assure son financement à partir, entre autres, de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) dont les conditions de mise en œuvre doivent être déterminées pour une application au 1^{er} janvier 2020.

La PFAC est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles d'habitation ou de locaux considérés à usage domestique ou assimilé, neuf ou réaménagé, réalisé postérieurement à la mise en service du réseau public et les propriétaires d'immeubles d'habitation ou de locaux considérés à usage domestique ou assimilé préexistants à la construction du réseau d'assainissement collectif.

La perception de la PFAC se fait après constat de raccordement par le service gestionnaire de l'assainissement collectif.

Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L.1331-2 du code de la santé publique. Ce montant plafond maximum est évalué à 5 500 € sur notre territoire déduction faite du coût des travaux de construction visés ci-dessus.

Il est proposé au conseil de Communauté de maintenir les conditions d'application de cette PFAC pour 2020 qui intègrent une quantification du volume de rejet exprimé en Équivalent Habitant (EH) et/ou l'importance de l'immeuble exprimée en nombre de pièces principales

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.1331-1 et 2,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 10 septembre 2019

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 3 septembre 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve la grille tarifaire 2020 ci-dessous et les conditions de son application.

Typologie d'immeuble	Prix total
Immeuble neuf générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales (construction postérieure à la réalisation du réseau)	3 000 €

Immeuble préexistant à la construction du réseau générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales	1 500 €
Extension ou réaménagement générant une augmentation du volume de rejet d'eaux usées entraînant un rejet total de l'immeuble >10 EH ou 10 pièces principales et < 100 EH	300 € / EH
Appartement supplémentaire ou local considéré à usage domestique ou assimilé (cas d'immeuble collectif)	500 €
Immeuble générant un rejet > 100 EH	Fixé par convention spécifique

Deux seuils sont applicables : 10 EH ou 10 pièces principales et 100 EH. Le premier seuil couvre la très grande majorité des immeubles de type habitation individuelle ou des locaux occupés par des usagers domestiques ou assimilés. Tant que le seuil de 10 EH ou 10 pièces principales n'est pas atteint, les usagers, pour de petites extensions d'immeuble, ne sont pas soumis à une nouvelle PFAC.

Au-delà du seuil de 100 EH un calcul particulier est effectué pour déterminer la valeur de la PFAC et répondre ainsi à l'installation de gros projets qui nécessitent l'établissement d'une convention spécifique et d'une délibération d'approbation.

Rappel : cette participation ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA.